

même pour tout accord de désarmement. Avant d'accepter des restrictions sur leurs armes, les pays devront être assurés que leurs ennemis éventuels ne pourront pas enfreindre clandestinement les règles et obtenir ainsi un important avantage militaire.

Toutefois, au moment même où je discute de ces principes directeurs qui devraient mener à un accord, je me rends compte, ainsi que vous devez le faire, qu'il y a des influences qui jouent dans une direction opposée; que, pendant que nous discutons de l'importance de freiner et de renverser la course aux armes, cette course se poursuit et menace de s'accélérer...

Il y a plusieurs secteurs où la menace est imminente. J'aimerais en signaler deux. Le premier est celui des armes classiques où l'on remarque avec inquiétude que les pays non nucléaires des régions moins développées du monde acquièrent de plus en plus de ces armes. Dans certaines régions, la course aux armes n'est encore qu'une "marche aux armes"; dans d'autres, c'est une ruée désordonnée. Dans l'ensemble, c'est une dangereuse saignée des ressources économiques et techniques des pays pauvres, et cela augmente encore plus la tension. Au Moyen-Orient, par exemple, l'acquisition rapide d'armes est certainement pour quelque chose dans les derniers conflits et pourrait encore déclencher de nouvelles hostilités. Nous devons trouver les moyens d'empêcher la reprise de cette course aux armes. Tout en reconnaissant les difficultés qu'ont créées les envois d'armes soviétiques au Moyen-Orient, et en comprenant les raisons qui ont porté les pays occidentaux à tenter de maintenir l'équilibre militaire dans cette partie du monde, le Canada déplore la livraison continue d'armes dans cette région. C'est pourquoi, nous appuyons les propositions pratiques et justes qui visent à régler tous les envois d'armes. Le Canada a donc appuyé la suggestion préliminaire du président Johnson d'établir un système d'inscription des envois d'armes au Moyen-Orient. Nous avons espéré que l'inscription serait suivie d'ententes qui limiteraient la fourniture d'armes. Malheureusement jusqu'à présent, l'Union soviétique n'a pris que peu d'intérêt à cette proposition préliminaire. Toutefois, nous devons continuer de chercher les moyens de réduire l'écoulement d'équipement mortel dans cette région et dans d'autres pays en voie de développement où la situation est tendue.

Le second problème urgent que pose la course accélérée aux armes est le déploiement possible des missiles antimissiles en Union soviétique et aux États-Unis. Il est évident que l'Union soviétique entreprend un déploiement de missiles antimissiles et les progrès réalisés par la Chine communiste dans le développement des armes nucléaires poussent de plus en plus les États-Unis à agir de la même façon. Les frais de construction des installations de défense contre les missiles sont astronomiques; quelques estimations atteignent 40 milliards de dollars. Même si l'on dépensait de telles sommes pour des missiles antimissiles, cela n'empêcherait pas les missiles soviétiques de pénétrer les installations de défense des États-Unis au cours d'une attaque globale. Quant à la menace possible de missiles chinois, nous croyons savoir qu'il faut peu de temps aux États-Unis pour le déploiement de missiles antimissiles et que cela permet de garder une attitude d'expectative pour le moment. Outre la question de savoir si des missiles antimissiles assureraient une entière protection, les effets d'un tel déploiement sur les relations entre l'Est et l'Ouest ainsi que sur les futures mesures de contrôle des armes nucléaires seraient déplorable. En conséquence, le Canada appuie les États-Unis qui ne veulent pas s'engager dans un déploiement de missiles antimissiles à l'heure actuelle. A notre avis, les États-Unis sont dans la bonne voie, lorsqu'ils